



france

UN HOMME PRESSÉ

Rêvant d'imprimer sa marque, le ministre de l'Éducation nationale déroule son projet à vive allure... au risque de trébucher. *Par Amandine Hirou*

www.l'express.fr

© 2019 L'Édition de L'Express



Fables
Jean-Michel
Blanquer, amateur
de La Fontaine,
se souvient-il
de la morale du
Lièvre et la Tortue ?

L. NOBOUTI/F3

L'heure des vacances a sonné. Jean-Michel Blanquer peut reprendre son souffle après le coup de chaud de ces derniers jours : le report du brevet, canicule oblige. Mais aussi, et surtout, les menaces de grève qui pesaient sur le bac. Certains syndicats y voyaient une fenêtre de tir idéale pour faire entendre, enfin, leurs revendications... Encore raté ! Les épreuves se sont déroulées sans perturbation notable. Depuis son arrivée Rue de Grenelle, il y a deux ans, le quinquagénaire enchaîne les mesures au pas de course, tout en essayant de contourner les nombreuses mines connues pour piéger le terrain éducatif. Mais, depuis quelques mois, des nuages plus ou moins menaçants s'accumulent au-dessus de sa tête. Simples turbulences, inhérentes à la fonction, ou signes d'une défiance plus profonde ?

Lorsqu'il pose devant les photographes sur le perron de l'hôtel de Rochechouart, le 17 mai 2017, l'homme à la petite mallette en cuir et au sourire un peu crispé est encore inconnu du grand public. Pourtant, son CV atteste sa qualité d'« expert ». Lui qui fut notamment directeur général de l'enseignement scolaire, sorte de « double » du ministre de l'Éducation nationale. Mais aussi recteur des académies de Guyane et de Créteil, toutes deux réputées difficiles. Autre point en sa faveur : sa nomination intervient à un moment où le système scolaire, régulièrement pointé du doigt par les études internationales, désespère les Français. « Ceux-ci sont sans doute plus prêts que par le passé à accepter des réformes d'envergure », analyse le sociologue François Dubet, auteur du *Temps des passions tristes. Inégalités et populisme* (Seuil). Jean-Michel Blanquer, qui prône le retour aux fondamentaux, la mise en place de nouvelles formes d'évaluation, l'interdiction des téléphones portables ou les bienfaits de la chorale, séduit les nostalgiques de l'école à l'ancienne. « Mais le cantonner à cette seule image serait une erreur », poursuit François Dubet, qui voit en lui à la fois un « technocrate



ANTAR MEDIAS

france

conservateur » et un « pédagogue réformateur ». C'est précisément ce « côté biface » qui a permis à l'apprenti ministre de bénéficier d'une période de grâce initiale. Réussissant à séduire aussi bien à droite qu'au centre, tout en n'offrant que peu de prises à la gauche.

L'une de ses premières mesures phares se situe d'ailleurs sur le terrain de la justice sociale. Le fameux dédoublement des classes de CP et de CE1 dans les écoles classées en réseaux d'éducation prioritaire, qui figurait en bonne place dans le programme du candidat Macron, est enclenché dès la rentrée scolaire 2017.

« Il était temps de cibler les investissements sur les premières années du primaire, précisément là où se forment les inégalités », applaudit Eric Charbonnier, analyste à la direction de l'Éducation de l'OCDE. Dans la foulée, le ministre s'attaque à un autre énorme chantier : la réforme du bac et, par conséquent, de l'organisation du lycée. « En agissant ainsi, sous forme de guerre éclair, le ministre a créé un effet de sidération chez ses adversaires potentiels. Ce qui les a empêchés de fourbir leurs armes et de s'organiser », analyse un fin connaisseur des rouages syndicaux. « D'autres avant lui avaient tenté de s'attaquer au système des filières, en vigueur depuis 1965. Ils s'y étaient cassés les dents », rappelle l'historien de l'éducation Claude Lelièvre. « Son pari, qui consiste à revoir totalement le mode d'aiguillage des élèves à l'entrée du supérieur, peut se révéler extrêmement positif, poursuit le spécialiste. Enfin... à condition qu'il réussisse! »

MANQUE DE PRÉPARATION

Car, si les textes sont là, la mise en musique sur le terrain se révèle complexe. Le manque flagrant de préparation en amont inquiète les chefs d'établissement, les enseignants, les élèves et leurs parents. Au lycée, l'instauration de ces fameux « tronc commun » et « spécialités » amenés à remplacer

les traditionnelles filières (L, ES, S), l'organisation en termes de ressources humaines, le manque de moyens, la faible visibilité sur les débouchés qu'offrira telle ou telle combinaison font ici et là office de casse-tête. Jean-Michel Blanquer, grand amateur des *Fables* de La Fontaine, qu'il distribue chaque année aux élèves de CM2, devrait pourtant le savoir : « Rien ne sert de courir, il faut partir à point. » « Mais a-t-il vraiment eu le choix? soupire-t-on dans son entourage. Il était évident que le nouveau bac devait être mis en place avant la prochaine présidentielle. Cette phase de tâtonnements était inévitable. » Et voilà remis sur l'estrade le sempiternel débat sur l'inadéquation entre temps politique et temps scolaire.

En attendant, le rythme effréné se poursuit à coups d'annonces, de plans et de réformes tous azimuts. Jean-Michel Blanquer s'entoure d'experts reconnus, comme la sociologue Dominique Schnapper, à la tête du conseil des sages de la laïcité, le spécialiste du fonctionnement du

Menaces Malgré une réforme du lycée contestée, les épreuves du bac se sont déroulées sans perturbation notable.

Revendications Les enseignants mobilisés espèrent freiner Jean-Michel Blanquer... ou le faire dévier de sa route.

cerveau Stanislas Dehaene, président du conseil scientifique de l'Éducation nationale, le neuropsychiatre Boris Cyrulnik, responsable des assises de la maternelle, le médaillé Fields Cédric Villani, chargé d'un rapport sur l'enseignement des maths... Les effets concrets de ces différentes missions restent encore difficiles à évaluer. Et le ministre peut parfois donner l'impression d'empiler les dossiers, au détriment d'une cohérence d'ensemble. Il se murmure d'ailleurs que ses équipes sont épuisées. « Il y a sans doute du vrai, reconnaît Pierre Mathiot, directeur de Sciences po Lille, qui a piloté la réforme du bac. Mais c'est le moment ou jamais, pour lui, de mettre en application la vision du système éducatif sur laquelle il a tant travaillé. Il sait que l'occasion ne se représentera sans doute pas. »

Longtemps resté dans l'ombre des politiques, l'ancien techno semble avoir beaucoup appris à leurs côtés. Sur les plateaux télé, il fait preuve d'un vrai talent oratoire, mêlant aisance didactique et finesse politique.



F. FLOIRIN/AFP - H. CLERICI/L. LUCAS





ANTAR MEDIAS

Blanquer, un homme pressé



X. LEOTVAFP - R. GABALDA/AFIP

Fondamentaux Interdiction des portables, bienfaits de la chorale... Le ministre séduit les nostalgiques de l'école à l'ancienne.

Contestation Le corps enseignant pointe le manque de moyens, les suppressions de postes et la baisse du pouvoir d'achat.



A tel point que certains analystes ont pu voir en lui un potentiel Premier ministre. L'hypothèse ne semble plus d'actualité. « Mais, sur le terrain de l'éducation, il rêve d'imprimer sa marque, au même titre qu'un Jules Ferry ou un Jean Zay », croit savoir Claude Lelièvre. Qui n'hésite pas à résumer le ministre en deux mots, plutôt grinçants : « cabotage » (pour sa tendance à avancer au fil de l'eau) et « cabotinage » (pour sa façon de se mettre en avant). Au risque d'agacer l'intéressé. Ces derniers mois, Jean-Michel Blanquer semble avoir perdu un peu de son flegme, n'hésitant pas à qualifier certaines attaques de « bobards » – parfois à raison.

L'examen de sa fameuse loi « pour une école de la confiance », au printemps, a bel et bien mis fin à sa période de grâce. Les débats ont pris un tour très politique, mettant à mal l'équilibre fragile qu'il avait jusqu'ici réussi à préserver et son souci de « pragmatisme ». Plusieurs propositions d'amendements, perçus comme des « marqueurs de droite », ont entraîné

des divisions au sein de la majorité LREM. Et suscité l'ire de la gauche. Telles l'interdiction des signes religieux – et donc du voile – pour les parents accompagnant les sorties scolaires ou la suspension des allocations pour les parents d'élèves absents. Des projets finalement retoqués. Tout comme la création d'« établissements publics des savoirs fondamentaux », structures regroupant écoles primaires et collèges. « Certains y ont vu, à tort, un moyen de fermer des établissements ou de revoir le statut de directeur d'école. Alors que l'idée était juste d'instaurer une continuité pédagogique entre l'élémentaire et le secondaire », défend Anne-Christine Lang, députée LREM et rapporteure de la loi. « Mais peut-être y a-t-il eu un problème de méthode et un manque de clarté », reconnaît-elle.

La ferme volonté du ministre d'« arrêter de mettre la poussière sous le tapis » a également été mise à rude épreuve à l'automne dernier. Après la diffusion d'une vidéo virale d'un lycéen de Créteil (Val-de-Marne)

braquant son professeur avec une arme factice, une pluie de témoignages d'enseignants, regroupés sous le hashtag #pasdevagues, avaient fait état de nombreux autres cas de violence dans les établissements, dénonçant au passage le manque de soutien de leur hiérarchie. Blanquer avait alors promis la mise en place rapide d'un « plan sécurité »... toujours dans les tiroirs. « C'est pourtant un sujet essentiel, au même titre que l'apprentissage des fondamentaux, la formation des enseignants ou l'évaluation des établissements », insiste l'ancienne prof de français Annie Genevard, vice-présidente (LR) de l'Assemblée nationale. « Le ministre a une vision très claire de ce qu'il faut faire. Reste à savoir comment il va le faire. C'est là que les ennuis commencent... » poursuit-elle.

Les enseignants, qui se sont mobilisés ces derniers mois contre la baisse de leur pouvoir d'achat, les suppressions de postes, la réforme du lycée et du bac, la fermeture d'écoles rurales, espèrent toujours freiner le ministre, ou le faire dévier de sa route. Pas sûr que les arguments qu'ils avancent arrivent à convaincre au-delà de leur corporation... Sauf si la confiance de l'opinion publique à l'égard de Jean-Michel Blanquer continue de s'éroder. En ce mois de juin, le tableau de bord des personnalités Ifop-Paris Match lui attribue 28 % d'opinions favorables, contre 38 % en mars. Une baisse qui n'a certes rien de vertigineux. « Mais le doute s'est surtout renforcé chez les 35-49 ans, catégorie générationnelle qui compte le plus de parents d'élèves », précise Frédéric Dabi, directeur général adjoint de l'Ifop. D'où cette équation à plusieurs inconnues : sachant que la « durée de vie » d'un ministre de l'Éducation s'élève en moyenne à deux ans, combien d'obstacles Jean-Michel Blanquer devra-t-il encore sauter pour franchir la ligne d'arrivée en 2022? **A. H.**